

L'obsession de la sécurité menace les droits de la personne



14 avril 2008

Selon Stephen Toope, Internet ouvre la porte à la citoyenneté mondiale



Stephen Toope

Nous n'en avons pas encore fini avec le 11 septembre. Cette date fatidique a conduit les États occidentaux à subordonner les droits de la personne au principe de sécurité, ce qui mène à une transformation de la notion de citoyenneté.

C'est en substance ce qu'a défendu Stephen Toope dans sa conférence d'ouverture du colloque annuel du [Centre d'études et de recherches internationales de l'UdeM](#) le 3 avril.

Montréalais d'origine, le président et vice-chancelier de l'Université de la Colombie-Britannique est également spécialiste du droit international et des droits de l'homme. Il a notamment été membre du Groupe de travail de l'ONU sur les disparitions forcées et a été enquêteur pour la Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens

relativement à Maher Arar.

Mes amis de Facebook

Sur le thème de la citoyenneté dans l'après-11 septembre, Stephen Toope a soutenu la nécessité de protéger les identités multiples dans la nouvelle vision de la citoyenneté qui, outre le statut juridique, inclut maintenant les dimensions sociale, psychologique et même spirituelle. Mais ce qu'il perçoit au Canada, c'est plutôt une volonté de faire disparaître cette diversité et il se questionne sur la capacité des Canadiens de relever les défis que posent aujourd'hui la démocratie, le bilinguisme et le multiculturalisme.

À l'opposé d'une vision qui uniformise la citoyenneté, il cite l'exemple de Barack Obama: afro-américain, né d'un père kényan et d'une mère à l'ascendance cherokee, issu d'un milieu pauvre et devenu un brillant économiste, élevé dans la religion musulmane et converti au christianisme, formé à Nairobi et à Hawaii. «Barack Obama a vécu plusieurs crises identitaires et il est à l'aise avec la complexité de son identité», a souligné le conférencier.

La multiplication des divers produits dérivés d'Internet fait également éclater les repères traditionnels de la citoyenneté. En 2000, on comptait 300 millions d'internautes, soit sept fois la population du Canada. «Internet offre des perspectives que les autres générations n'avaient pas et il élargit la notion de citoyenneté; les internautes vivent leur citoyenneté dans une réalité transnationale», fait observer Stephen Toope.

Ce nouvel outil, notamment avec les blogues et la plateforme Facebook, permettrait une croissance exponentielle du réseautage social. «Je ne prétends pas que la cybercitoyenneté peut remplacer la citoyenneté avec un grand C, mais qu'Internet est un lieu où les idéaux démocratiques sont mis en pratique tous les jours par des gens de partout dans le monde», dit-il. Aux États-Unis, illustre-t-il, des vidéos sur YouTube auraient fait grimper la participation aux élections.

Quant aux méfaits d'Internet comme les fraudes, les intimidations, la pornographie, le risque de repli social, ils ne seraient ni plus graves ni plus fréquents que «dans la vraie vie».

La culture de la peur

Ce qui menace cependant le plus la citoyenneté telle que nous la concevons depuis la Seconde Guerre mondiale est la culture de la peur, érigée en système depuis les attentats du 11 septembre. «Au nom de la sécurité, les États ont adopté des lois contre le terrorisme qui ont pour effet d'exacerber la peur et de nous faire oublier qu'ils ont des comptes à rendre à l'égard de leurs promesses.»

Parmi les exemples donnés par le conférencier, retenons celui de la Russie qui, au nom de la lutte contre le

terrorisme, nie le droit à l'autodétermination du peuple tchétchène avec la complicité silencieuse de Washington; celui de l'Europe, qui impose des examens de citoyenneté basés sur des valeurs que tous les peuples ne partagent pas; celui du Canada, qui a traité son citoyen Maher Arar de façon discriminatoire en raison de son origine ethnique; et celui de l'acceptation de preuves obtenues à l'étranger par la torture.

L'accent mis sur la menace aboutit à une entente tacite entre gouvernés et gouvernants qui amène plusieurs citoyens à accepter de troquer leurs droits contre plus de sécurité. «Mais le bon citoyen est aux antipodes mêmes d'un sujet silencieux soumis à l'autorité; la situation actuelle est tout le contraire du principe démocratique selon lequel les gouvernements doivent être à l'écoute des citoyens. Nous en sommes rendus à sacrifier nos droits au nom d'une sécurité totale et cela risque de miner les acquis de l'après-guerre.»

Pour Stephen Toope, l'idée d'un citoyen du monde, que toute université veut former, doit être dissociée du processus de mondialisation des marchés. «Nous sommes ici pour nous aider mutuellement en tant que membres de l'humanité. Mais c'est une erreur de penser que nous sommes tous identiques et il faut reconnaître nos différences pour être à l'aise avec les autres; l'illusion d'homogénéité renforce les inégalités entre les citoyens. La citoyenneté devrait s'obtenir par la pratique plutôt que par des tests élaborés en fonction des valeurs communes et la citoyenneté mondiale devrait se définir par l'action en faveur de changements sociaux», a-t-il conclu.

Daniel Baril

[Fermer la fenêtre](#)